

LETTRE DE L'ÉDITEUR

L'épreuve de vérité

La crise grecque est-elle contagieuse ? En clair, l'incapacité brutale de ce pays à refinancer sa dette, suivie de la cessation de paiement et du solde de faillite par le FMI, peut-elle frapper d'autres Etats : le Portugal, l'Espagne, voire la France ? Personne ne peut l'exclure, et d'abord le ministre du Budget qui, récemment, et malgré l'effort actuel de rigueur, estimait l'objectif de sauvegarde de la signature française « tendu ». Risque d'autant plus redouté que le coup de grâce, dans ce genre de crise, est donné par des décideurs qui échappent au pouvoir politique, agences de notation et marchés.

Le spectre de la cessation de paiement surgit comme le point d'orgue d'une longue dérive, celle des déficits et de la dette des Etats. Il y a plus de 35 ans que la France adopte des budgets en déficit. Mais la nouveauté, aujourd'hui, c'est ce nœud gordien qui interdit de persévérer et impose un coup d'arrêt, comme si certains Etats de la zone euro se trouvaient en situation d'embuscade sans chemin de repli.

Car les trois issues, habituellement désignées par la crise, s'avèrent, aujourd'hui, fermées. Sortir de l'euro ? Ce serait s'exposer à l'impossible amortissement de la dette dont le coût deviendrait insupportable, après la dévaluation massive des monnaies nationales rétablies. Dévaluer sur le plan national ? C'est impossible avec l'euro, sauf à observer sa dépréciation. Attendre la croissance pour rembourser ? C'est comme sœur Anne qui ne voit rien venir.

Alors, il reste à changer de braquet et à revenir aux recettes traditionnelles, celles que l'on n'aurait jamais du oublier: la stabilité monétaire, par le retour à l'équilibre des comptes publics, tous massivement déficitaires, qu'il s'agisse, ici, en France, de l'Etat, de la protection sociale, du commerce extérieur. Mais avant de dégager une issue, il faut constater une fin de cycle, annoncée par l'actuelle crise de l'euro qui met fin à 40 ans d'infortune française, celle d'un vieux pays, entré dans le libre-échange après des siècles de protectionnisme et qui doit constater sa grande difficulté à passer de l'un à l'autre.

Depuis 40 ans, la France n'a cessé d'afficher son inadaptation au libre-échange, payée de la désindustrialisation, de l'adieu aux reconversions, de la montée, surréaliste, faute de financement, des prestations de l'Etat-providence. On produit moins; on exporte moins; les régions, autrefois industrielles s'abîment dans le chômage, le vieillissement et l'exode de population, à tout le moins de l'emploi vers les pays limitrophes.

Mais l'ardoise ne cesse de grimper. A gauche, on engage avec lucidité la France dans le libre-échange. C'est Guy Mollet, en 1957, qui signe le traité de Rome. C'est François Mitterrand qui, avec le traité de Maastricht, lance l'euro. Mais, dans le même temps, et à la manière de Gribouille, on charge la mule des entreprises de surcoûts, comme les 39, puis 35 heures, au lieu de les réduire, comme le fit Schröder, en Allemagne, doublement gagnante: sur la performance technique et sur les prix.

A droite, on s'abandonne, volontiers, aux délices et poison du couple inflation-dévaluation qui garantit la paix sociale. L'euro l'interdit ? Qu'à cela ne tienne! On lui substitue le couple déficit-dette. L'euro procure, à cet égard, une manière de fausse euphorie. En Grèce, et à un moindre degré, en France, on importe pas cher, grâce à la forte parité de l'euro, et on s'endette encore moins cher, grâce à une inflation faible et à des taux réduits.

La fausse euphorie a cessé, mais du tocsin grec peut surgir un bien, la synthèse de deux cultures qui se partagent la zone euro. L'Europe du nord, adepte de la stabilité monétaire, d'une monnaie, non seulement vecteur d'échanges, mais aussi valeur intrinsèque, devrait, par la grâce de la tragédie grecque, exercer une contagion bénéfique sur les Etats d'Europe du sud qui ont toujours sacrifié la monnaie à leur incapacité à assurer la compétitivité de leurs entreprises et à leur grande capacité à générer inflation et dévaluation.

Par la grâce de la crise grecque et des premiers résultats qui s'affichent au tableau de la rigueur, la monnaie devrait retrouver en Europe du sud, sa vraie nature de richesse, et non de fiction au fil de l'eau, voire de relique barbare.

Jacques CHATELAIN,

FOURNET-BLANCHEROCHE